

ARRETE n°290-2025

Règlementant le stationnement Réservation de 3 places de stationnement boulevard Laurent Dauphin, (juste après la pharmacie) Elagage haie de cyprès

Le Maire de la commune de Cabannes.

VU les articles L 2212-2 et L 2213-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route, article R417-10

VU le Code de la Voirie Routière, article L115-1

VU la demande en date du 18/11/2025, de Monsieur tendant à obtenir l'autorisation de réserver 3 places de stationnement, boulevard Laurent Dauphin (juste après la pharmacie), 13440 CABANNES, la matinée du 26/11/ 2025, afin d'entreposer sa nacelle pour élaguer la haie de cyprès pour le compte de Madame

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre des mesures nécessaires dans le but de garantir la sécurité du public pendant la durée des travaux d'élagage,

ARRETE

Article 1: Pour permettre le bon déroulement des travaux d'élagage, boulevard Laurent Dauphin, la réservation de 3 places de stationnement boulevard Laurent Dauphin (juste après la pharmacie) est autorisée, la matinée du 26 **novembre 2025.**

Des barrières de ville seront mises en place par les services techniques, afin de réserver les 3 places de stationnement et d'y apposer l'arrêté.

Article 2: Toutes infractions aux présentes dispositions seront constatées par procèsverbal conformément à l'article R 417-10 du Code de la Route.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie et sur le lieu du stationnement. La signalisation règlementaire est à la charge du demandeur.

Article 4 : Monsieur de la chaussée propre et libre à la circulation

Article 5 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie D'ORGON, ainsi que les agents de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise aux Sapeurs-Pompiers de Noves, aux services techniques de la commune ; ainsi qu'à Monsieur

Fait à Cabannes, le 18 novembre 2025.

Le Maire, Gilles MOURGUES

Le Maire

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

⁻En vertu des articles L. 431-1 et L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, et de l'article R.421-1 du code de justice administrative, je vous informe que cette décision administrative peut faire l'objet :

⁻D'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

⁻D'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ; l'introduction d'un recours gracieux ou hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux.